

PERSPECTIVES PROVINCIALES

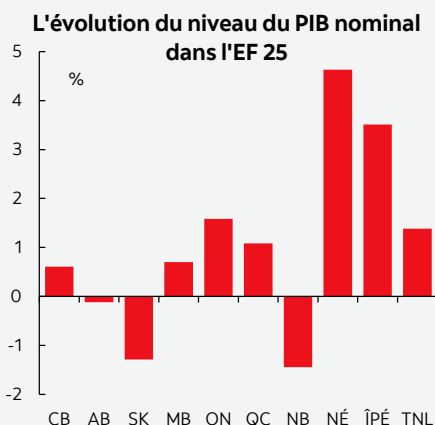
Le 13 novembre 2025

Contributeurs

Mitch Villeneuve

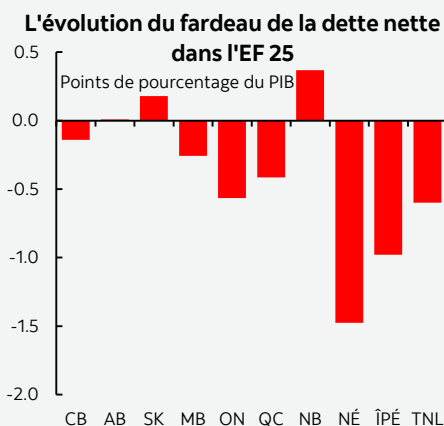
Premier directeur, Politique économique
Études économiques de la Banque Scotia
416.350.1175
mitch.villeneuve@scotiabank.com

Graphique 1



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada et documents des gouvernements provinciaux.

Graphique 2



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada et documents des gouvernements provinciaux.

La croissance de l'économie des provinces en 2024 et les fardeaux de la dette de l'EF 2025

LES RÉVISIONS DU PIB DES PROVINCES RÉDUISENT LES FARDEAUX DE LA DETTE DE LA PLUPART DES PROVINCES

- Statistique Canada a publié les comptes économiques des provinces pour 2024 et a révisé ses estimations de la croissance de l'économie des provinces pour 2022 et 2023. L'Île-du-Prince-Édouard devrait avoir dégagé le plus fort taux de croissance du PIB réel parmi les provinces en 2024, soit un vigoureux rythme de 3,8 %, contre 3,6 % dans les estimations de la croissance de l'économie des provinces par secteur d'activité publiées au début de l'année. Pour l'ensemble des trois dernières années, la Saskatchewan a mené les provinces grâce à un taux de croissance de 16,9 %.
- L'effet net des révisions pointe une hausse des niveaux du PIB réel dans toutes les provinces en 2024 (tableau 1), ainsi que les chiffres nationaux du PIB qui seront probablement révisés à la hausse pour les trois années d'ici la fin de ce mois.
- Le PIB nominal est aussi ressorti à la hausse par rapport aux précédentes prévisions pour la plupart des provinces, surtout la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont inscrit des progrès de plus de 3 % (graphique 1) par rapport aux niveaux de 2024 retenus en hypothèse dans leurs budgets de 2025 et dans les Comptes publics de 2024-2025.
- Toutefois, en raison de la hausse de l'indice de déflation du PIB par rapport à l'estimation précédente ou prévue dans certaines provinces, ces dernières n'ont pas toutes réussi à hausser le niveau de leur PIB nominal de 2024. Après une progression dans les deux chiffres de l'inflation du PIB en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick en 2021 et 2022, portée en partie par l'augmentation des cours des produits de base, ces provinces ont comptabilisé une inflation négative ou légèrement positive de leur PIB en 2023 et en 2024. Dans le cas de la Saskatchewan, cette évolution a donné lieu à une croissance négative ou nulle de son PIB nominal en 2023 et 2024, malgré la forte croissance de son PIB réel, qui a été de l'ordre de 3 % dans ces deux années.
- Les niveaux révisés du PIB nominal ont un impact sur les calculs de la dette nette des provinces en pourcentage du PIB, ce qui constitue un baromètre essentiel pour les fardeaux de la dette et pour la viabilité. Dans les provinces qui ont constaté une hausse des niveaux de leur PIB nominal, les fardeaux de la dette sont aujourd'hui légèrement moindres que ceux qui étaient estimés auparavant. Ce sont la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard qui ont inscrit les plus fortes réductions dans l'estimation du fardeau de leur dette, soit un point de pourcentage complet du PIB ou plus (graphique 2).
- Le PIB nominal est aussi une variable essentielle pour les prévisions des revenus des provinces; c'est pourquoi la hausse du PIB nominal pourrait amener ces provinces à muscler leurs prévisions de revenus à terme.
- Le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan ont constaté des hausses dans l'estimation du fardeau de leur dette, même si ces provinces continuent de supporter des fardeaux d'endettement inférieurs à ceux des provinces comparables (tableau 2).

Tableau 1 : Canada – Croissance du PIB réel de 2021 à 2024

	CB	AB	SK	MB	ON	QC	NB	NÉ	ÎPÉ	TNL
Récemment	8.9	11.8	16.9	9.6	8.6	7.1	7.0	11.0	12.4	-1.4
Auparavant	7.7	11.3	13.5	7.1	7.2	5.4	5.5	8.4	10.6	-2.2
Variation	1.2	0.4	3.4	2.5	1.4	1.7	1.5	2.6	1.8	0.8

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada et documents des gouvernements provinciaux.

Tableau 2 : Canada – La dette nette de l'EF 25 en pourcentage du PIB (%)

	CB	AB	SK	MB	ON	QC	NB	NÉ	ÎPÉ	TNL
Récemment	23.1	7.2	13.8	36.7	35.7	38.3	25.4	31.9	27.8	43.7
Auparavant	23.2	7.2	13.7	36.9	36.2	38.7	25.0	33.4	28.8	44.3
Variation	-0.1	0.0	0.2	-0.3	-0.6	-0.4	0.4	-1.5	-1.0	-0.6

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada et documents des gouvernements provinciaux.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.